

« Fermez une école, vous ouvrirez une prison... ». Le titre est bien sûr volontairement provocateur. Mardi 17 janvier, l'Assemblée Nationale a adopté le projet de loi de programmation relatif à l'exécution des peines, malgré l'opposition du groupe Socialiste, Radical et Citoyen.

« Plus on construira de places de prison, et plus elles seront remplies »

Cette loi crée 24.000 places de prison supplémentaires, dont 6.000 pour les courtes peines. La seule réponse de l'UMP pour permettre la bonne exécution des peines consiste donc à construire de nouveaux centre pénitenciers pour entasser davantage les détenus. Cette façon de penser fait fi de toute mesure préventive ! Par ailleurs, elle ne résoudra pas sur le long terme les problèmes de surpopulation carcérale (problèmes pour lesquels la France est régulièrement montrée en mauvaise exemple...). Au contraire, comme le rappelait la députée socialiste George PAU-LANGEVIN : « Plus on construira de places de prison, et plus elles seront remplies ».

Les élections approchent...

La loi permet en outre la création de 7.000 postes, dont 6.000 surveillants de prison, 210 éducateurs, et 120 juges d'application des peines, alors que les agents de l'administration pénitentiaire n'ont cessé de demander davantage de postes au cours de ces 5 dernières années, sans jamais les obtenir. Pire ! Tout en conservant un effectif stable, voire légèrement en baisse, ils se sont vus transférer de nouvelles compétences qui impactent directement sur la qualité de leur travail et le droit à tout justiciable de voir son juge (réforme de l'extraction et de la translation judiciaire). Ce projet de loi est donc purement démagogique et électoraliste !

Et le coût dans tout ça ???

Victor HUGO conseillait : « Ouvrez une école, vous fermerez une prison ». Mais l'UMP a perverti cette belle citation pleine de sens et déclare plutôt, avec ce projet de loi : « Ouvrez une prison, vous fermerez une école » ! Alors que 65.000 postes ont été supprimés dans l'Education Nationale depuis 5 ans, dans le but de résorber une dette résultant de 10 ans de mauvais choix budgétaires de la droite, l'UMP a réussi à trouver 3 milliards d'euros, étalés sur la durée de la prochaine législature, pour financer ce projet de loi sarkoziste ! 3 milliards d'euros, c'est bien plus qu'il n'en faut pour rétablir les 65.000 postes perdus dans l'Education Nationale...

L'exécution des peines est sans aucun doute un problème aujourd'hui en France, et une réflexion doit être menée. Mais ce n'est pas seulement en entassant des hommes et des femmes dans des prisons que nous y parviendrons ! C'est pour cela que les députés du groupe Socialiste, Radical et Citoyen, se sont exprimés contre ce projet de loi, qui a

L'actualité de l'Assemblée

A l'Assemblée Nationale
samedi 21 janvier 2012 08:50

malheureusement été adopté...